



Rural Evaluation **NEWS**

LETTRE D'INFORMATION DU HELPDESK ÉVALUATION EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

TABLEAUX DE BORD INTERACTIFS DES INDICATEURS DE LA PAC : TRANSPARENCE ET CROISSANCE POUR UN AVENIR PLUS DURABLE



La politique agricole commune (PAC) soutient le secteur agricole de l'Union européenne ainsi que le développement rural, et a permis à l'agriculture de s'orienter davantage vers le marché, ce qui a contribué à l'amélioration de la compétitivité et les performances commerciales de l'UE. Grâce au soutien apporté à près de 7 millions de bénéficiaires, la PAC contribue également de manière significative à la réduction de la pauvreté, à l'augmentation de l'emploi et à la revitalisation des zones rurales.

Bien que toutes ces affirmations puissent être étayées, comment savoir si la PAC atteint les objectifs qu'elle s'est fixés et, plus important encore, où sont les données ?

Afin d'accroître la transparence et de faciliter l'évaluation des réalisations politiques, comme celles mentionnées ci-dessus, ainsi que de capitaliser sur la vaste quantité d'informations à sa disposition, la Direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne a lancé



ACTUALITÉS

OUTIL INTERACTIF D'AIDE À LA DÉCISION
"DONNÉES POUR L'ÉVALUATION DES
RÉALISATIONS ET DES IMPACTS DES PDR"

PAGE 7



BONNES PRATIQUES

HUITIÈME ATELIER SUR LES BONNES
PRATIQUES " MÉTHODES D'ÉVALUATION
DES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET
SECTORIELS DES PDR EN 2019 "

PAGE 13



RETOUR AUX FONDAMENTAUX

COMMENT L'ÉVALUATION PEUT-ELLE
SOUTENIR LES RÉSEAUX ?

PAGE 22



ÉVÉNEMENTS

CALENDRIER -
QUOI DE NEUF ?

PAGE 24

un nouveau "Tableau de bord des indicateurs de la PAC" comportant certains indicateurs de la PAC présentés de manière visuelle et interactive. Ce portail a été lancé à la fin de 2018 et sera mis à jour et élargi à mesure que de nouvelles données arriveront.

Ces tableaux de bord permettent de visualiser l'évolution des indicateurs de la PAC. Ils sont interactifs et les données des différents niveaux (indicateurs de réalisation, de résultat, de contexte et d'impact) y sont combinées pour permettre la visualisation d'indicateurs organisés par thèmes spécifiques. Ces tableaux de bord compilent différentes bases de données, y compris celles des piliers I et II de la PAC. Chaque tableau de bord est accompagné d'une fiche d'information sur l'indicateur en question.

Mesurer le succès

Les tableaux de bord des indicateurs communs de la PAC de la DG AGRI sont constitués de données provenant des indicateurs communs de la PAC, et sont utilisés pour l'évaluation des performances de la PAC. La Commission européenne a établi le cadre commun de suivi et d'évaluation (CCSE) afin d'évaluer les résultats en matière de réalisation des objectifs fixés dans le cadre de sa stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Le CCSE est un ensemble de règles, de procédures et d'indicateurs qui permet d'évaluer la PAC

(aide au revenu, mesures de marché et développement rural). La Commission européenne et les États membres utilisent le CCSE pour évaluer si la PAC atteint les objectifs suivants :

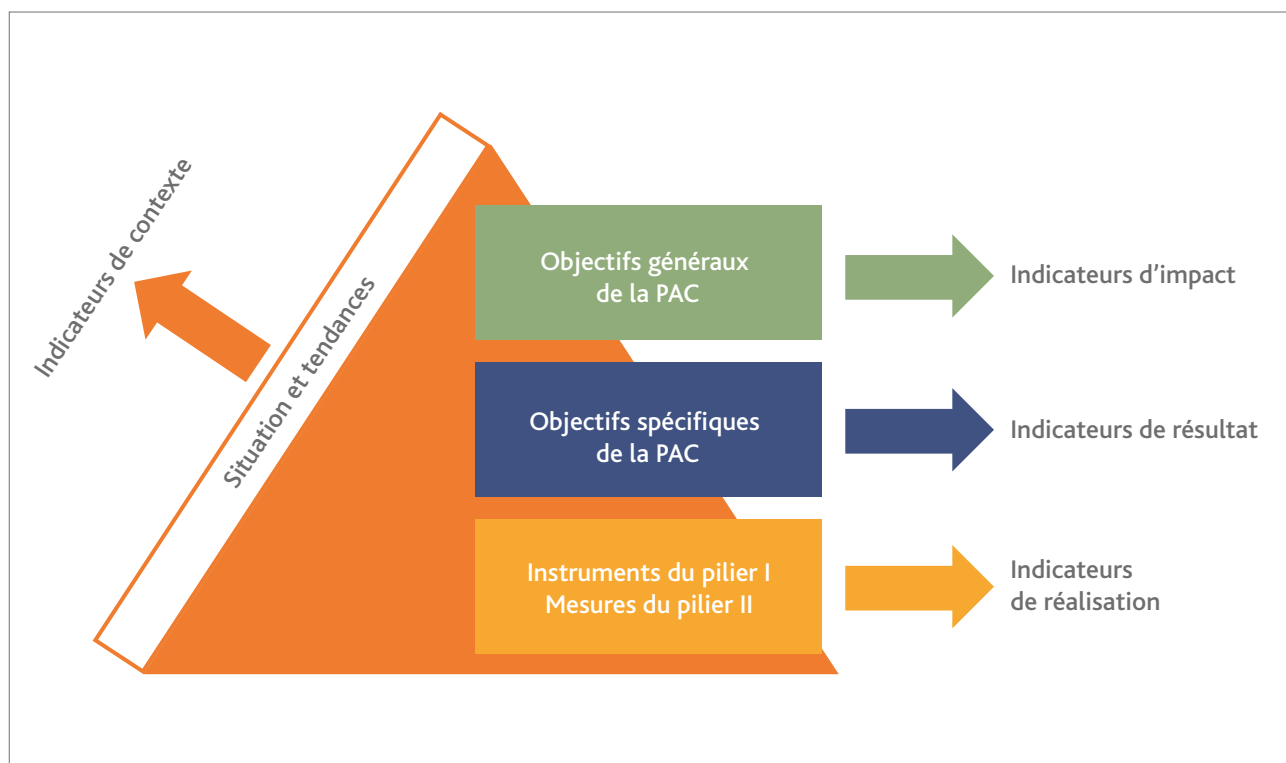
- une production alimentaire viable, axée sur le revenu agricole, la productivité agricole et la stabilité des prix ;
- la gestion durable des ressources naturelles et les mesures climatiques, en mettant l'accent sur les émissions de gaz à effet de serre (GES), la biodiversité, les sols et l'eau ; et
- un développement territorial équilibré, axé sur l'emploi rural, la croissance et la pauvreté dans les zones rurales.

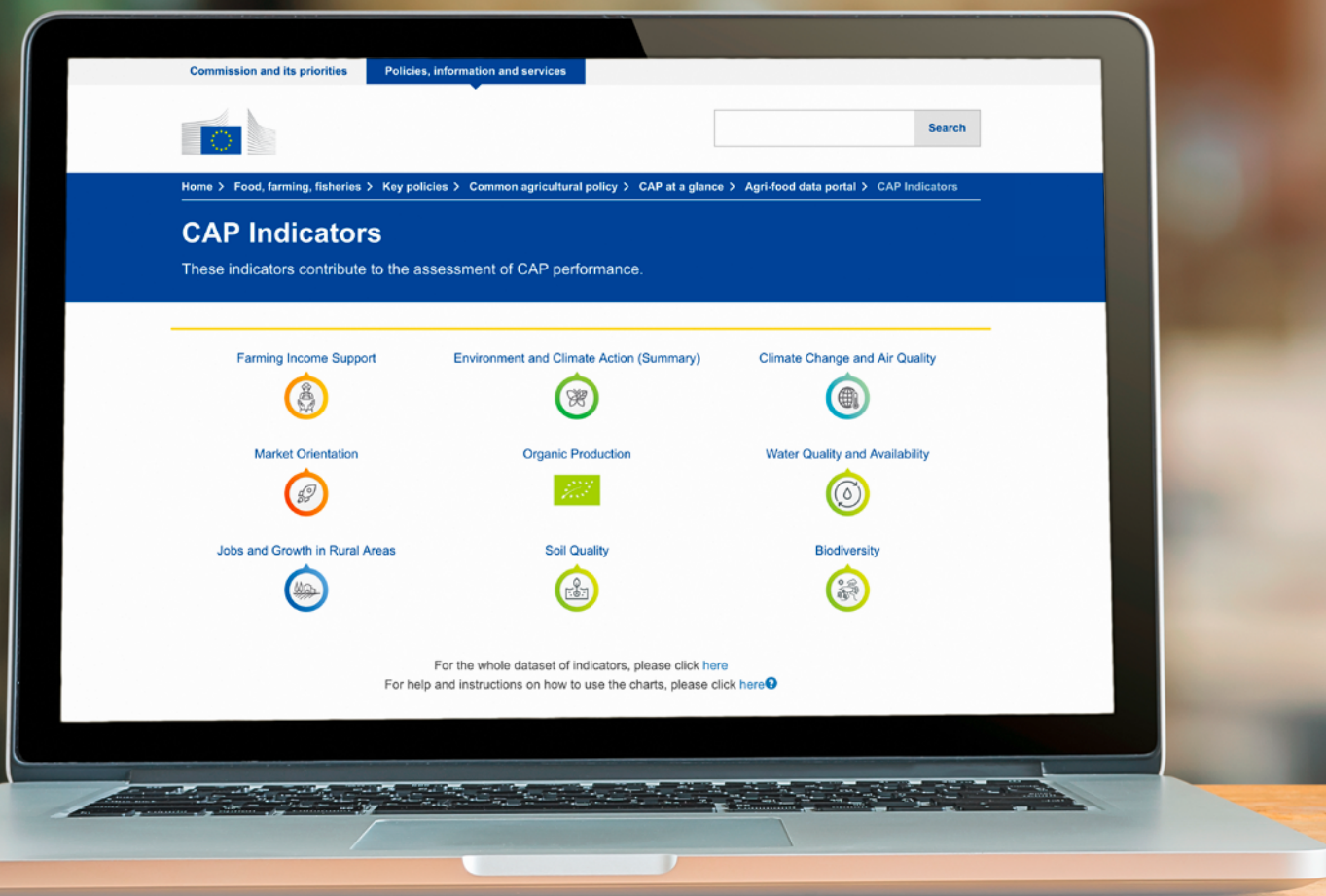
Le CCSE fournit des renseignements clés sur le suivi de la mise en œuvre de la PAC au moyen d'indicateurs et de sous-indicateurs. Ces types d'indicateurs comprennent :

- [Les indicateurs de contexte](#)
- [Les indicateurs de réalisation](#)
- [Les indicateurs de résultat](#)
- [Les indicateurs cibles](#)
- [Les indicateurs d'impact](#)

Visualiser le progrès

Le tableau de bord des indicateurs se divise en neuf thèmes. Chaque thème se compose d'un tableau de bord interactif qui fournit des





données et des visualisations pour un ensemble d'indicateurs de contexte, de réalisation, de résultat et d'impact. Ces tableaux de bord sont consultables et personnalisables et peuvent être facilement téléchargés.

Chaque tableau de bord contient plusieurs tableaux de bord qui peuvent être filtrés et visualisés au niveau de l'UE ainsi que par État membre pour différentes années (2015-2016 et 2017 sera bientôt ajouté). *Figures 1-3*

De plus, chaque tableau de bord dispose d'une fiche d'information détaillée qui explique d'où proviennent les données et comment les indicateurs sont calculés. Des liens supplémentaires sont également fournis pour donner encore plus d'informations à l'utilisateur. D'autres données actuellement disponibles (par exemple la productivité), mais qui ne figurent pas dans l'un des neuf tableaux de bord, peuvent être consultées et téléchargées par le biais de l'outil "[explorateur de données](#)" *Figure 5*

De la conformité au rendement

Étant donné que la future PAC mettra désormais l'accent sur les résultats et les performances et non plus sur la conformité, un nouveau cadre de suivi et d'évaluation des performances permettra d'établir un ensemble unique d'objectifs au niveau de l'UE pour les paiements directs, les mesures de marché et le développement rural. Ces tableaux de bord et les données supplémentaires qui ont été publiées peuvent d'ores et déjà contribuer au processus décisionnel dans les États membres en servant de base à l'identification des actions prioritaires ainsi qu'à la formulation et à la préparation des prochains plans stratégiques de la PAC. Ces tableaux de bord constituent en outre un important canal d'information pour transmettre les principaux messages de la PAC, tant pour le reste de la présente période de programmation que pour la prochaine. ■

Figure 1: Tableau de bord pour l'orientation du marché

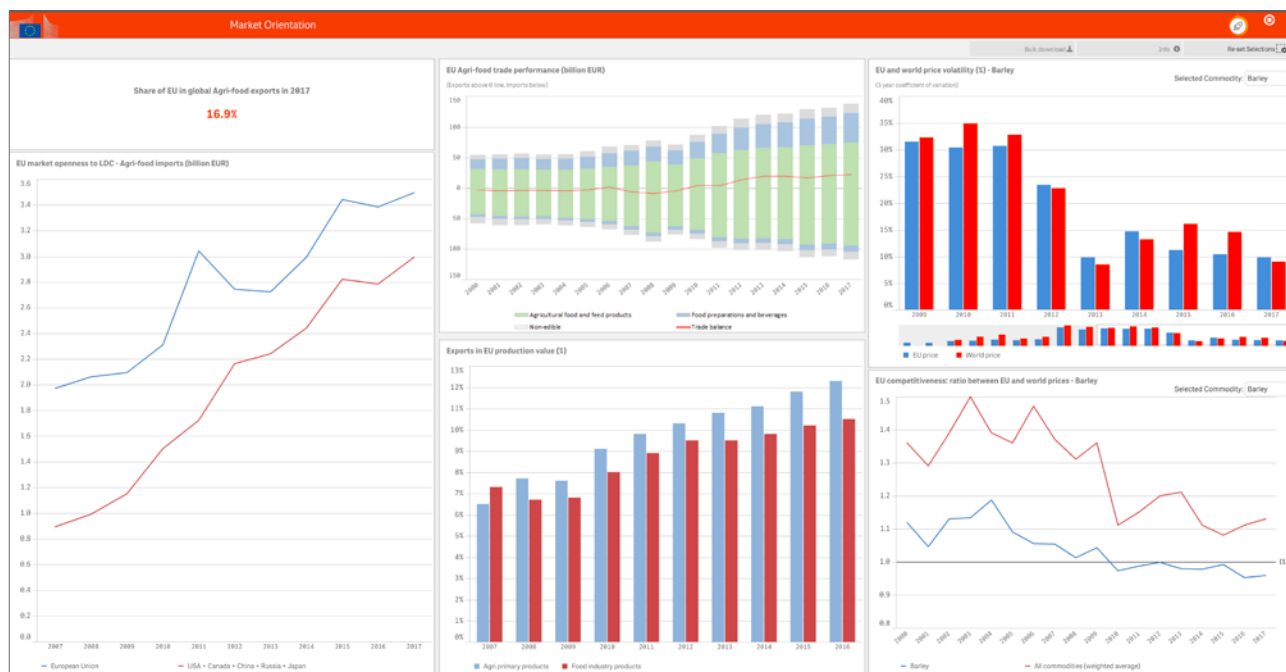
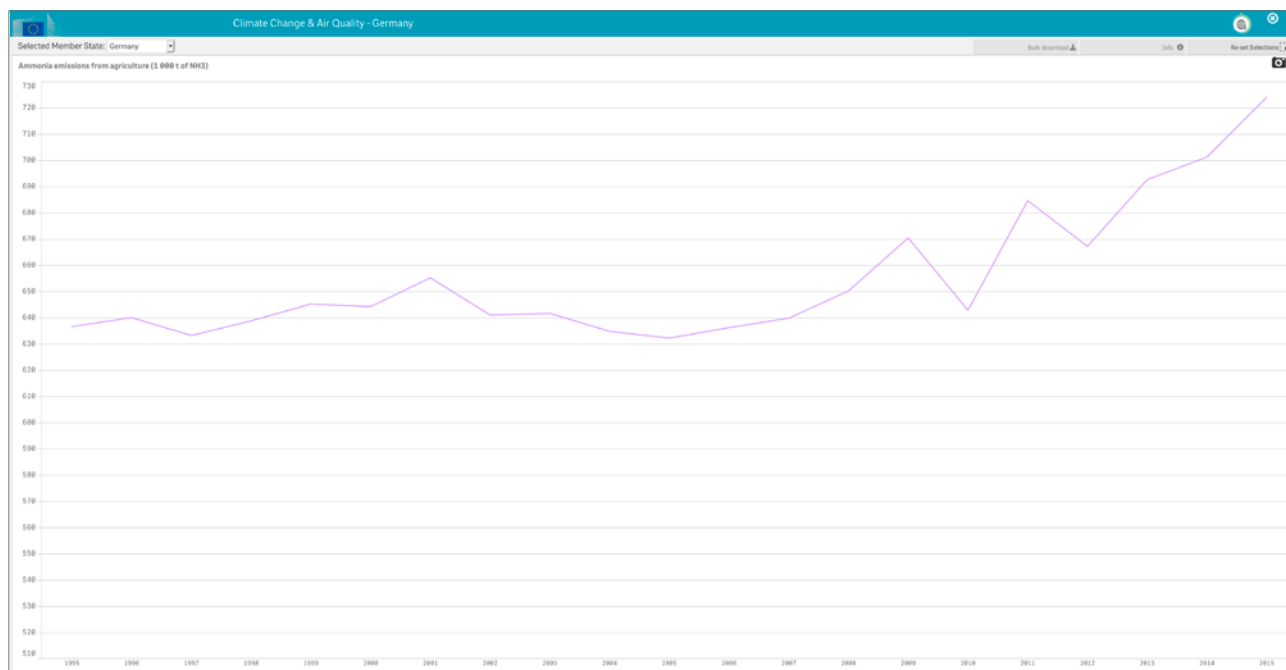


Figure 2: Tableau de bord sur le changement climatique et la qualité de l'air



Figure 3: Vue d'ensemble par État membre : Allemagne



Ces tableaux de bord peuvent être comparés d'un État membre à l'autre, ce qui offre aux utilisateurs un large éventail de possibilités. *Figure 4*

Figure 4: Vue d'ensemble pour plusieurs États membres

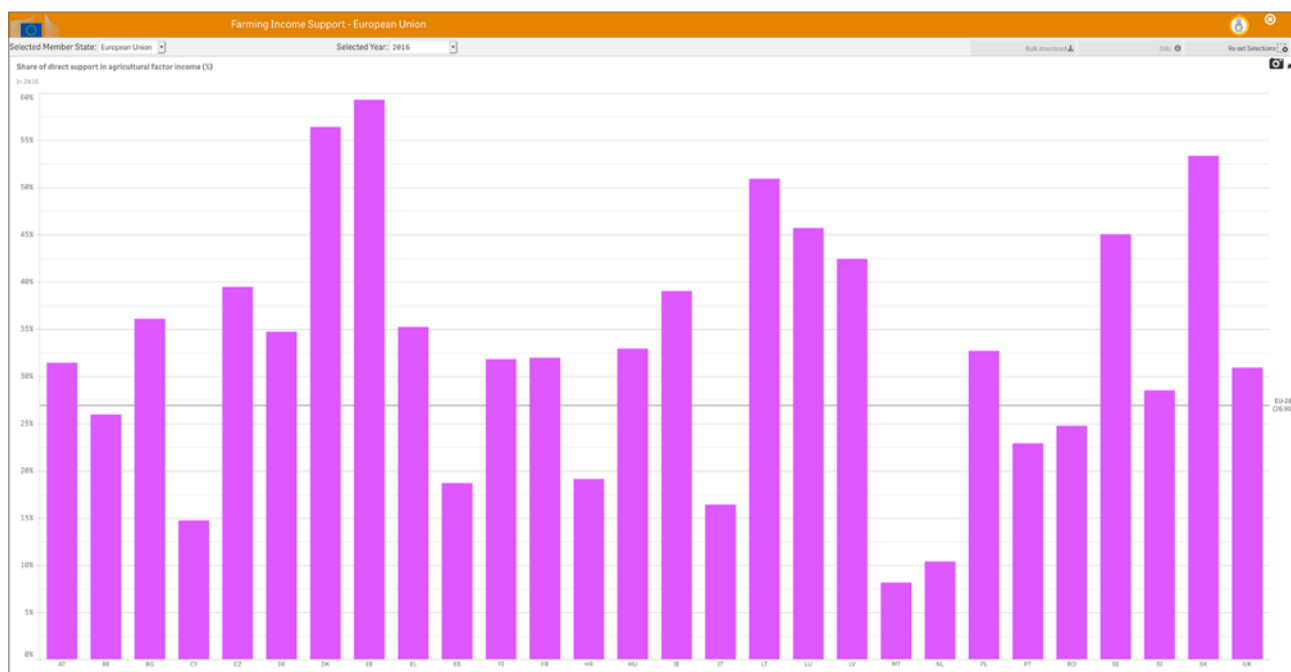




Figure 5: Explorateur de données

Data Explorer															
Indicator Type		Indicator Category				Show Flag?		Download data		No selection					
CHEF Indicator data															
Indicator	Sub-indicator	Parameter	Unit	Code	Member State	MS Code	Year								
C 61 Population	Distribution of population by type of region	Intermediate regions	%	CTX_SOC...	European Union	EU-28	-	-	-	-	-	-	-	-	
					Austria	AT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Belgium	BE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Bulgaria	BG	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Croatia	HR	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Cyprus	CY	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Czech Republic	CZ	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Denmark	DK	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Estonia	EE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Finland	FI	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					France	FR	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Germany	DE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Greece	EL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Hungary	HU	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Ireland	IE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Italy	IT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Latvia	LV	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Lithuania	LT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Luxembourg	LU	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Malta	MT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Netherlands	NL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Poland	PL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Portugal	PT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Romania	RO	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Slovenia	SI	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Spain	ES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					Sweden	SE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
					United Kingdom	UK	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	</														

L'initiative de la Commission européenne
Mise à jour 2018 des données
pour les indicateurs de contexte
a été publiée. Ces indicateurs reflètent
les aspects pertinents des tendances
contextuelles générales susceptibles d'avoir
une influence sur la mise en œuvre, les
réalisations et les performances de la PAC.



Envoyez vos
questions à:

info@ruralevaluation.eu



OUTIL INTERACTIF D'AIDE À LA DÉCISION "DONNÉES POUR L'ÉVALUATION DES RÉALISATIONS ET DES IMPACTS DES PDR"

Le Helpdesk Evaluation européen pour le développement rural a publié l'outil de décision interactif "[Données pour l'évaluation des réalisations et des impacts du PDR](#)", qui vise à aider les évaluateurs du PDR et les autorités de gestion dans leur décision sur les approches d'évaluation qu'ils peuvent utiliser pour l'évaluation des indicateurs communs d'impact du PDR.

Trouver le bon ajustement

Le choix d'une méthode d'évaluation appropriée constitue une étape critique du processus d'évaluation. Le souhait d'effectuer une évaluation rigoureuse des effets de la politique doit être mis en relation avec les aspects qui entrent en ligne de compte dans la réalisation d'une évaluation (par exemple, la disponibilité des données et des informations, le budget et les ressources, et les compétences des évaluateurs).

L'outil interactif de décision se concentre sur les sources de données et d'informations pertinentes pour l'évaluation des réalisations

et des impacts des PDR en 2019 et l'évaluation ex post. L'outil se compose d'un ensemble de sept modèles logiques couvrant les treize indicateurs d'impact communs du pilier II de la PAC.

L'outil interactif est basé sur un modèle logique créé par Envieval¹ qui a également été appliqué dans les lignes directrices non contraignantes [Évaluation des impacts et des résultats des PDR en 2019](#). L'outil permet aux utilisateurs d'obtenir des informations précieuses à chaque étape du processus décisionnel lorsqu'ils choisissent une méthode d'évaluation.

Impacts sectoriels



I.01 Revenu d'entreprise agricole



I.02 – Revenu des facteurs agricoles



I.03 Productivité totale des facteurs dans l'agriculture

Impacts socio-économiques



I.14 Taux d'emploi en milieu rural



I.15 Niveau de la pauvreté en milieu rural



I.16 PIB par habitant en milieu rural

Impacts environnementaux



I.07 Émissions d'origine agricole:
I.07 – 1 Emission de gaz à effet de serre d'origine agricole
I.07 – 2 Emission d'ammoniac d'origine agricole



I.08 Indice des populations d'oiseaux



I.09 Agriculture à haute valeur naturelle (HVN)



I.10 Captage d'eau dans l'agriculture



I.11 Qualité de l'eau:
I.11-1 Bilan brut des substances nutritives (Bilan azoté brut) et Bilan phosphoré brut
I.11-2 Nitrates en eau douce



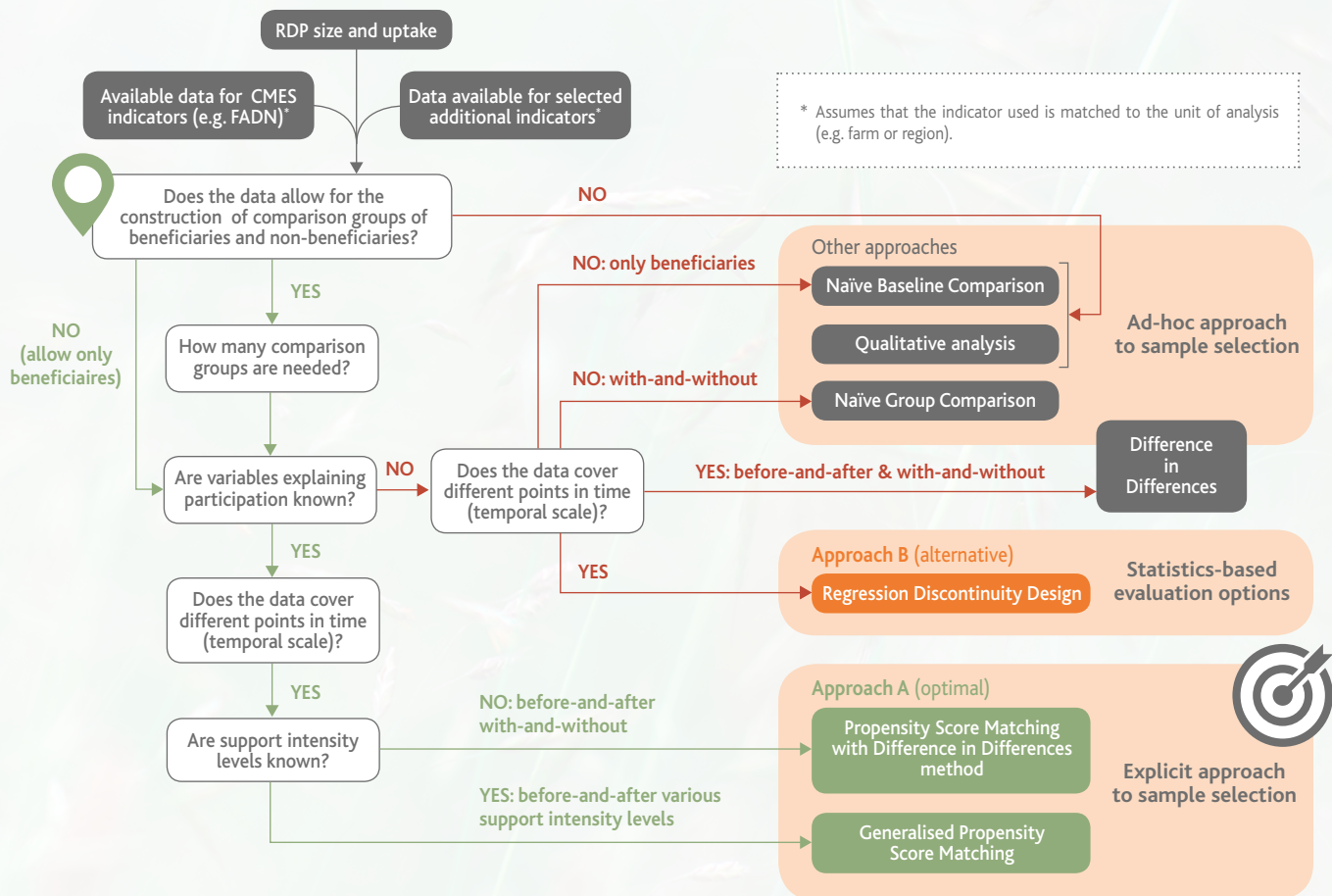
I.12 Matière organique dans le sol des terres arables



I.13 Érosion du sol par l'eau



Impact indicators: I.01, I.02 and I.03



Does the data allow for the construction of comparison groups of beneficiaries and non-beneficiaries?

Why is this question important?

What are the conditions in order to answer the question with YES?

Are there any specificities to be considered for regionalised RDPs?

What can be done to improve the data situation?

Short-term solutions (for AIR 2019)

Long-term solutions (for ex post)

Chaque modèle logique commence par une description du domaine :

- La taille du PDR, son degré de mise en œuvre et d'autres aspects qui doivent être pris en compte pour la sélection de la méthode d'évaluation.
- La disponibilité des données pour les indicateurs du CCSE nécessaires pour évaluer l'impact net aux niveaux micro et macro, ainsi que les spécificités de la disponibilité des données pour les PDR régionalisés.
- La disponibilité des données pour certains indicateurs supplémentaires.

L'outil facilite le parcours de l'utilisateur à travers une série de questions décisionnelles. Chaque question est suivie d'une brève description de la justification. Une liste des conditions essentielles à remplir pour répondre à la question décisionnelle est fournie à chaque étape. L'outil réfléchit en outre aux spécificités à prendre en compte dans les PDR régionalisés et fournit des recommandations pratiques sur ce qu'il faut faire en cas d'absence de données, à court et à long terme. De plus, l'outil contient des liens vers des sources de données existantes et des exemples provenant de différents États membres. ■



**Nous aimerions aussi
connaître votre opinion sur cet outil !**

**Envoyez-nous vos expériences à
info@ruralevaluation.eu**

"Je considère que cet outil présente l'avantage d'aider les évaluateurs moins expérimentés à organiser la méthode d'évaluation, qui est généralement très complexe. Il peut aider à structurer la charge de travail et suggère des sources de données pertinentes. Cet outil peut également faciliter une meilleure communication entre l'évaluateur et l'autorité de gestion, ce qui peut s'avérer assez difficile en raison de la grande complexité du sujet. Tous deux peuvent déjà se référer aux processus décrits, par exemple lorsqu'ils discutent du processus d'évaluation et du contenu lors de l'utilisation de l'outil interactif"

Jaroslav Pražan,
Chercheur en République tchèque

1. [Envieval 2015](#)



ÉVALUATION DU PROGRAMME DE L'UE EN MATIÈRE DE CONSOMMATION DE FRUITS, DE LÉGUMES ET DE LAIT À L'ÉCOLE

Giulia Medico (DG AGRI, Unité G.3 – Produits animaux) a présenté les lignes directrices pour l'évaluation du programme scolaire de l'UE lors de la 15^e réunion du groupe d'experts pour le suivi et l'évaluation de la PAC, qui s'est tenue le 27 novembre 2018.

Le programme scolaire de l'UE en bref

Le programme scolaire de l'UE est défini à l'article 22 du règlement (UE) n° 1308/2013 portant organisation commune des marchés agricoles. Il vise à accroître la consommation de fruits, de légumes et de lait chez les enfants, ainsi qu'à promouvoir des habitudes alimentaires saines dans le cadre d'un programme d'éducation plus large visant à lutter contre l'augmentation des taux d'obésité infantile et la consommation d'aliments hautement transformés à forte teneur en sucre, en sel et en lipides.

Ce programme alloue 250 millions d'euros par année scolaire, par l'intermédiaire des dépenses du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) (premier pilier de la PAC). Le budget de l'UE est ventilé par État membre en fonction du nombre d'enfants, du développement des régions et, pour la partie lait, de l'utilisation antérieure des fonds.

Comment le programme fonctionne-t-il ?

Les États membres notifient à la Commission européenne les principaux éléments de leurs stratégies pour 2017/2023¹. Cela permet aux États membres, dans une large mesure, de choisir le mode de fonctionnement du programme, les tranches d'âge ciblées, les priorités et les produits – approuvés par les autorités sanitaires et nutritionnelles – qui seront éligibles. En outre, les États membres sont libres de choisir à quel niveau de gouvernance les programmes sont organisés (par exemple, central ou régional/local).

Axe sur le suivi et l'évaluation

Le nouveau programme rassemble deux anciens programmes distincts : le programme de distribution de lait dans les écoles, qui



a débuté en 1977 et ne comportait pas d'exigences en matière d'évaluation, seulement des activités de contrôle minimales, et le programme communautaire de distribution de fruits et de légumes dans les écoles. Le programme actuel renforce les activités de suivi et d'évaluation. Les États membres sont désormais tenus de surveiller et d'évaluer l'efficacité de leur programme par rapport aux objectifs et cibles de leurs stratégies. Les États membres sont tenus de fournir des rapports de suivi annuels sur les réalisations physiques et financières (fonds utilisés pour l'approvisionnement en fruits, légumes et lait, nombre d'enfants et d'écoles participant, quantités de produits fournis, taille et coût moyens des portions) et des rapports d'évaluation pluriannuels.



Les services de la Commission ont élaboré des lignes directrices pour aider les États membres dans leur évaluation du programme scolaire, avec des questions évaluatives communes et des indicateurs communs, ainsi qu'un aperçu du rapport d'évaluation.

Questions évaluatives et indicateurs communs

1. Dans quelle mesure ce programme a-t-il augmenté la consommation de fruits, de légumes et de produits laitiers chez les enfants ?
 - Évolution de la consommation directe/indirecte
 - Pourcentage d'enfants respectant les recommandations de cinq fruits/légumes par jour ...
2. Dans quelle mesure le programme a-t-il sensibilisé les enfants à la variété des produits agricoles et aux bienfaits de leur consommation pour la santé ?
 - Évolution chez les enfants qui savent combien de fruits/légumes devraient être consommés chaque jour

- Fournir aux décideurs politiques de l'UE des éléments d'information en vue d'éventuelles réformes du programme scolaire à l'avenir.

Les évaluations des États membres sur la mise en œuvre au cours des cinq premières années scolaires seront présentées le 1^{er} mars 2023² et alimenteront l'évaluation du programme qu'un évaluateur externe effectuera sous la responsabilité de la Commission européenne. ■

Les États membres sont censés évaluer les activités menées dans le cadre des trois principaux volets du programme scolaire :

- distribution de fruits, légumes et lait ;
- mesures d'accompagnement en matière d'éducation – rôle et impact pour mettre les enfants en contact avec l'agriculture, augmenter leur consommation de fruits, de légumes et de lait, et stimuler une alimentation saine ;
- les activités d'information et de communication ainsi que les dispositifs de suivi et d'évaluation – les effets sur la connaissance et l'utilisation du programme scolaire et leur contribution au bon fonctionnement du programme.

Objet de l'évaluation du programme scolaire

- Améliorer la qualité de la mise en œuvre du programme scolaire en identifiant les domaines à améliorer.
- Favoriser la transparence et la responsabilité vis-à-vis des parties prenantes et des citoyens (les rapports d'évaluation des États membres seront publiés)



LANCEMENT DU NOUVEAU GROUPE DE TRAVAIL THÉMATIQUE "PRÉPARER L'ÉVALUATION EX ANTE DU PLAN STRATÉGIQUE DE LA PAC"

En 2019, tandis que les États membres soumettront leur deuxième rapport annuel renforcé sur la mise en œuvre, ils commenceront également à préparer leurs nouveaux plans stratégiques de la PAC pour la période de programmation post-2020.

La proposition législative sur le soutien aux plans¹ stratégiques de la PAC a été publiée le 1^{er} juin 2018 et marque le passage d'une approche axée sur la conformité à une approche davantage axée sur les performances. Cet objectif sera atteint grâce à la mise en place du nouveau cadre de suivi et d'évaluation des performances (CSEP), qui permettra à la Commission européenne et aux États membres d'évaluer et de suivre plus efficacement les performances de la politique au cours de la prochaine période de programmation.

L'évaluation ex ante joue un rôle crucial dans l'amélioration du cycle d'évaluation. L'évaluation ex ante sera effectuée par l'autorité de gestion responsable de la préparation du plan stratégique de la PAC et contribuera à en améliorer la qualité et la conception². L'évaluation ex ante portera notamment sur l'analyse SWOT et l'évaluation des besoins, la cohérence externe et interne du plan stratégique de la PAC, le budget, les objectifs, le cadre de performance et les modalités prévues pour la mise en œuvre du plan stratégique de la PAC au niveau des États membres.

En mars 2019, le Helpdesk Evaluation, en collaboration avec la DG AGRI, a lancé son 7^e groupe de travail thématique afin d'aider les acteurs de l'évaluation à préparer l'évaluation ex ante des plans stratégiques de la PAC. Les groupes de travail thématiques visent à :

- tirer ensemble les leçons des expériences et des défis de la mise en œuvre du cadre commun de suivi et d'évaluation (CCSE) de l'actuelle période de programmation ;
- mettre au point des outils et des solutions pratiques qui aideront les États membres à mettre en place le CSEP de la prochaine période de programmation, en particulier lors de la préparation de l'évaluation ex ante.

Le processus et les résultats du groupe de travail thématique ont été structurés selon le processus d'une évaluation ex ante typique, structurellement liée à la programmation du plan stratégique de la PAC. Le groupe de travail thématique se composera de quatre modules de travail :

1. la préparation de l'évaluation ex ante,
2. l'évaluation de l'analyse SWOT et l'évaluation des besoins,
3. l'évaluation de la logique d'intervention et des objectifs du plan stratégique de la PAC,
4. l'évaluation du suivi, de la collecte de données et des modalités de mise en œuvre du plan stratégique de la PAC prévus.

Chaque module de travail se concentrera sur l'élaboration d'outils pratiques qui viseront à soutenir les autorités de gestion et les évaluateurs à chaque étape. Pour souligner le caractère pratique de ces outils, le module de travail n°1 " Préparer l'évaluation ex ante " comprendra, par exemple, une liste de questions évaluatives pour l'évaluation ex ante suggérées, une liste de tâches pour l'évaluation ex ante comprenant des liens vers la programmation du plan stratégique de la PAC, des informations sur l'évaluation stratégique environnementale (ESE), un projet de modèle pour le mandat et d'autres éléments pratiques qui permettront aux parties concernées de préparer une évaluation ex ante solide.

Chaque module de travail sera publié dans la section Groupes de travail thématiques du site web du Helpdesk Evaluation.

Pour s'assurer que chaque module de travail répond aux objectifs du Groupe de travail thématique, des consultations continues seront organisées avec les responsables de l'évaluation au moyen de réunions périodiques de l'organe de réflexion et d'autres moyens de rétroaction écrite. ■



Pour en savoir plus sur les [Groupes de travail thématiques du Helpdesk Evaluation](#), rendez-vous sur notre site web.

1. [COM \(2018\) 392 final](#)

2. Article 125 de la proposition COM (2018) 392 final



HUITIÈME ATELIER SUR LES BONNES PRATIQUES "MÉTHODES D'ÉVALUATION DES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET SECTORIELS DES PDR EN 2019"

Le huitième atelier sur les bonnes pratiques, "[Méthodes d'évaluation des impacts socio-économiques et sectoriels des PDR en 2019](#)", a été co-organisé par le Helpdesk Evaluation et le ministère polonais de l'Agriculture et du Développement rural à Varsovie les 24 et 25 octobre 2018. Cet atelier a facilité l'échange et la discussion autour des méthodes d'évaluation afin d'évaluer les impacts socio-économiques et sectoriels liés au pilier II de la PAC, importants pour répondre aux questions évaluatives communes dans le rapport annuel sur la mise en œuvre qui sera soumis en 2019.



66 participants de 20 États membres différents de l'UE ont assisté à l'événement, y compris les autorités de gestion des PDR, les évaluateurs, les chercheurs, les représentants de l'UE (par exemple, la Commission européenne, le Helpdesk Evaluation européen), les réseaux ruraux nationaux et les autres acteurs (par exemple, les organismes payeurs et les ONG). Des évaluateurs de l'Autriche, de la Grèce, de la Lettonie et de la Pologne ont

présenté leurs approches pratiques utilisées pour compenser les impacts aux niveaux microéconomique et macroéconomique. Les méthodologies présentées comprenaient l'appariement sur score de propension (Propensity Score Matching – PSM) combiné à la double différence (Difference in Difference – DiD), le PSM généralisé, les techniques de modélisation d'équilibre général calculables (EGC) et les modèles économétriques.

Les méthodes présentées ont été discutées avec les participants et les principaux enseignements tirés sont les suivants :

<p>Planifier et commencer l'évaluation des impacts bien à l'avance</p>	<p>Une planification et une coopération précoces entre l'évaluateur et l'autorité de gestion peuvent contribuer à renforcer la capacité d'évaluation et à améliorer l'accès aux données. Une planification précoce peut permettre le développement des bases de données nécessaires à l'utilisation de méthodes quantitatives en temps opportun et de manière rentable.</p>
<p>Axer son approche sur différents niveaux d'analyse</p>	<p>Au niveau microéconomique, les méthodes quantitatives, telles que le PSM combiné au DiD, peuvent surmonter les limites des méthodes qualitatives ou des modèles macroéconomiques. Une condition préalable, cependant, est la disponibilité des données au niveau microéconomique.</p> <p>Au niveau macroéconomique, les techniques de modélisation (modèle d'équilibre informatique général pour les impacts socio-économiques ou modèles macroéconomiques nationaux pour les impacts sectoriels) peuvent produire des résultats solides et de bonnes estimations des impacts nets. Toutefois, comme les modèles sont fondés sur des hypothèses, les résultats devraient être vérifiés au moyen de tests de sensibilité.</p>
<p>Trouver des solutions de rechange pour résoudre les problèmes de disponibilité et de manque de données</p>	<p>Les méthodes qualitatives peuvent être utilisées non seulement pour élaborer des hypothèses (qui sont ensuite testées avec des méthodes quantitatives), valider les résultats ou identifier les causalités, mais aussi pour construire des groupes témoins (par exemple, des enquêtes visant à collecter des données sur les bénéficiaires et les non-bénéficiaires).</p> <p>Une autre solution rentable de collecte des données consiste à relier les données du RICA à la base de données du bénéficiaire. En outre, les enquêtes auprès des bénéficiaires peuvent être utiles dans les cas où le nombre de bénéficiaires dans la base de données du RICA est faible.</p> <p>Enfin, l'utilisation d'éléments d'évaluation supplémentaires (indicateurs, critères de jugement) peut être utile lorsqu'il y a des problèmes liés à la collecte de données pour les indicateurs communs. Des indicateurs supplémentaires peuvent également servir à mieux adapter l'évaluation globale aux besoins d'évaluation des PDR.</p>

Les résultats de l'atelier, y compris les discussions et les résultats des travaux de groupe, ont permis de formuler des recommandations à l'intention des principaux intervenants de l'évaluation des PDR.

Recommandations à l'intention des autorités de gestion

<p>Ressources</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les contrats à long terme avec les évaluateurs contribuent à améliorer la gestion des données, l'efficacité et le renforcement des capacités d'évaluation. • Il est important de sélectionner des évaluateurs possédant des compétences pertinentes en matière → d'analyse et de modélisation pour appliquer des approches quantitatives robustes. • Les approches/méthodes d'évaluation qui exigent des ressources importantes (p. ex. l'EGC) ne devraient être appliquées de préférence que lorsque le degré de mise en œuvre ou la taille du PDR est élevé.
<p>Coopération</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Établir une coopération étroite et des réunions entre les évaluateurs, ainsi qu'entre les évaluateurs et les autorités de gestion → afin d'élaborer et de mettre en œuvre des méthodes d'évaluation solides et de surmonter les problèmes au niveau des données.
<p>Planification</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer une base de données et commencer à la gérer dès le début → afin de s'assurer que les bonnes données soient disponibles et d'accroître l'efficacité de travail des évaluateurs. • Préparer l'évaluation tôt → afin d'économiser du temps et des ressources.





Recommandations à l'intention des évaluateurs

<p>Rapport coût-efficacité</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser des méthodes robustes qui s'appuient sur des données facilement accessibles, telles que le PSM-DiD, l'EGC, les entrées/sorties ou autres modèles déjà mis au point. • Cependant, il convient d'essayer de trouver un équilibre entre la robustesse et le coût-efficacité → Par exemple, utiliser des contrôles de sensibilité pour tester la validité des hypothèses du modèle EGC, mais cela peut augmenter le coût de l'évaluation.
<p>Analyse contrefactuelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser des méthodes robustes (p. ex. PSM-DiD/EGC) pour évaluer les données contrefactuelles → à condition que des bases de données existent et que des données soient disponibles pour le pays/la région concerné(e). • Être ouvert à toutes les possibilités pour établir des groupes témoins Par exemple, si des données manquent au niveau régional, utiliser des " variables de contrôle " pour comparer les PDR régionalisés. De plus, lorsque le nombre de bénéficiaires du PDR est faible, procéder à des enquêtes pour construire des groupes témoins.
<p>Méthodes qualitatives</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ne pas sous-estimer l'utilisation des méthodes qualitatives → elles peuvent être utilisées à plusieurs fins (valider et expliquer les résultats quantitatifs, obtenir les données manquantes, combler les lacunes des indicateurs (p. ex. socio-économiques). Analyser les facteurs qui influencent les effets du PDR et formuler des hypothèses qui peuvent être testées avec des méthodes quantitatives telles que le PSM-DiD.



Pour connaître les autres résultats de cet atelier,
lire le rapport complet sur notre [website](#).



PARTAGER LES CONNAISSANCES EN MATIÈRE D'ÉVALUATION DANS L'UE GRÂCE À LA MISE EN RÉSEAU

Concernant la politique de développement rural de l'Union européenne, les réseaux jouent un rôle indispensable dans le partage des connaissances et le renforcement des capacités et peuvent soutenir l'évaluation de la politique à travers une grande variété d'activités.

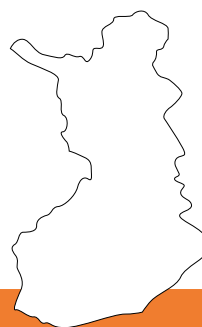
Lune des tâches les plus connues des réseaux est d'appuyer le processus de partage et de diffusion des résultats du suivi et de l'évaluation. Toutefois, les réseaux peuvent également soutenir l'évaluation de bien d'autres manières, notamment en élaborant des formations, en aidant à la collecte de données relatives aux indicateurs du programme de développement rural (PDR), en créant des groupes

thématiques liés à l'évaluation et en élaborant des publications. La mise en réseau aux niveaux national et local permet de saisir les besoins et enjeux, et de synthétiser les expériences afin de fournir des enseignements essentiels dans la structure afin de renforcer d'autres parties. Au niveau national, ce sont principalement les réseaux ruraux nationaux (RRN) qui s'en chargent.



Collaborer pour déterminer les besoins en matière d'évaluation

En Italie, le RRN a établi un dialogue sur les questions de suivi et d'évaluation par le biais du réseau national de DR (un projet/groupe de travail spécifique), qui assure le renforcement des capacités par des séminaires, des formations pratiques et des ateliers sur des questions thématiques. Un **cycle de séminaires** a été lancé à l'intention des administrations et des évaluateurs. Ces séminaires se concentrent sur des questions transversales liées à la gouvernance et à la planification des évaluations (par exemple, la conception et l'analyse de la faisabilité des évaluations des PDR, la qualité des rapports d'évaluation et l'utilisation des sources et des indicateurs à des fins d'évaluation). D'autres sujets thématiques comprennent l'évaluation de l'innovation dans les PDR, et d'autres formations ont été prévues pour soutenir les évaluations au niveau des GAL. Simona Cristiano, chercheuse au CREA, déclare : " Par rapport à la période de programmation précédente, le RRN travaille maintenant de manière beaucoup plus collaborative et participative avec les administrations et les acteurs de l'évaluation pour comprendre et satisfaire leurs besoins communs et construire ensemble des orientations, facilitant ainsi l'apprentissage pour tous ".



Aider à mieux comprendre la valeur ajoutée de la politique par l'évaluation

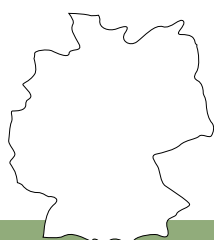
Le **RRN finlandais** a organisé des formations avec leur groupe LEADER dans le cadre desquelles ils ont travaillé avec les GAL pour se préparer à leurs évaluations internes et offrir aux GAL une plateforme d'échange sur la façon dont ils ont mené ou prévoient de mener leurs évaluations. L'objectif est de partager les pratiques, de permettre l'apprentissage et d'aider les GAL à mettre en place des processus d'évaluation efficaces. Juha-Matti Markkola, un expert du RRN finlandais, recommande : " C'est un excellent moyen pour les GAL de voir quels sont les avantages et les failles de chaque approche d'évaluation, et de travailler ensemble pour trouver des solutions utiles à ces problèmes rencontrés ". En Finlande, un groupe de réflexion orienté vers l'avenir, " Countryside 2030 ", a été lancé début 2018. L'objectif était de dresser un tableau multipartite de ce à quoi devraient ressembler les zones rurales en 2030 et d'imaginer quels seront leurs besoins. L'un des principaux thèmes identifiés était de montrer la valeur ajoutée des programmes de développement rural par le biais de l'évaluation. Juha-Matti Markkola déclare : " Pour nous, il est très important de prouver la valeur ajoutée du PDR, et l'évaluation est le principal outil permettant de fournir cette compréhension ".



Les réseaux de l'UE jouent un rôle indispensable dans la politique de développement rural de l'UE, notamment en ce qui concerne l'évaluation, à la fois en tant que collecteurs d'informations et de transferts de connaissances. Chaque réseau, à son propre niveau de gouvernance, joue un rôle précieux en reliant les intervenants de l'évaluation et en les reliant à un niveau européen plus global. Les RRN aux niveaux national et régional peuvent collecter des pratiques et aider les administrations dans leurs tâches individuelles liées à l'évaluation, tandis que les réseaux multinationaux peuvent réunir des groupes d'États membres pour partager ces informations. Le Helpdesk Evaluation au niveau de l'UE sert de plaque tournante pour transmettre toutes ces pratiques aux parties prenantes en veillant à ce que tous les États membres puissent apprendre les uns des autres et que les connaissances puissent être collectées au profit de tous. Comme le

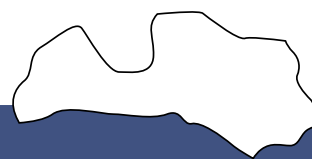
conclut Lauri Hyttinen, coordinateur du réseau finlandais du groupe d'appui au réseau et membre du Nordic-Baltic Network : " La seule raison de contribuer à un réseau, c'est si vous en tirez quelque chose, et si un réseau a vraiment du succès, ces activités s'étendent au-delà des réunions du réseau, et débordent sur les pause-café, les fêtes de Noël, et la vie des gens. ■

Pour en savoir plus sur la façon dont d'autres réseaux appuient l'évaluation à différents niveaux, consultez le **numéro du printemps 2019 de Rural Review**.



Fournir une plateforme pour apprendre de l'évaluation et à travers l'évaluation

Le Réseau allemand d'évaluation MEN-D a également organisé de nombreuses manifestations concernant le renforcement des capacités d'évaluation. En février 2018, le MEN-D a organisé un atelier pour discuter de l'expérience acquise avec le Rapport annuel sur la mise en œuvre 2017 et de la façon de se préparer au RAMO 2019. En octobre 2018, ces discussions se sont poursuivies et ont constitué un moyen pratique de soutenir les autorités de gestion et les évaluateurs. De plus, des événements portant sur les indicateurs de résultats dans le RAMO 2019 et des exemples de systèmes de surveillance informatiques ont été organisés. Sebastian Elbe, chef de projet du MEN-D, déclare : " Ce qui est important et ce que nous croyons réussir, c'est une participation mixte à ces ateliers, ce que nous considérons comme une grande valeur ajoutée pour nos participants ". Sebastian poursuit : " Cela permet aux autorités de gestion et aux évaluateurs de savoir exactement ce qui est attendu et ce qui est nécessaire pour que les deux groupes puissent accomplir leurs tâches de manière efficace et efficiente ". MEN-D a également mis en place un groupe de travail appelé " Think Tank ", qui rassemble les acteurs du développement rural des piliers I et II, ainsi que d'autres Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) pour discuter de la future politique de la PAC.



Réunir des preuves sur les réalisations de la politique

De nombreux RRN soutiennent également l'évaluation et le renforcement des capacités par la collecte de données. La base de données complète du RRN letton est un excellent exemple de la façon dont la base de données d'un RRN peut soutenir l'évaluation encore davantage, comme l'illustre Vija Veisa, ancienne coordinatrice du projet du Réseau rural letton : " Grâce aux activités des RRN, une base de données a été créée pour soutenir l'auto-évaluation des RRN et fournir des données pour les évaluations tant en termes quantitatifs que qualitatifs. De plus, en corrélant les données accumulées sur les indicateurs de performance économique des exploitations agricoles et les données collectées par le RRN, il est possible de retracer la façon dont les intervenants ont utilisé les informations et l'appui formatif disponibles, et dont cela a influencé la performance économique des exploitations. En Italie, le RRN a constitué une vaste base de données d'informations collectées auprès des régions sur tous les indicateurs communs de la PAC qui sont mises à jour chaque année. En outre, des données sont également collectées pour d'autres fonds ESI afin d'apporter un soutien supplémentaire aux autorités de gestion. Le RRN italien apporte également son soutien en améliorant l'utilisation des données du RICA".





NEUVIÈME ATELIER SUR LES BONNES PRATIQUES, BRATISLAVA : APPROCHES POUR L'ÉVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES PDR EN 2019

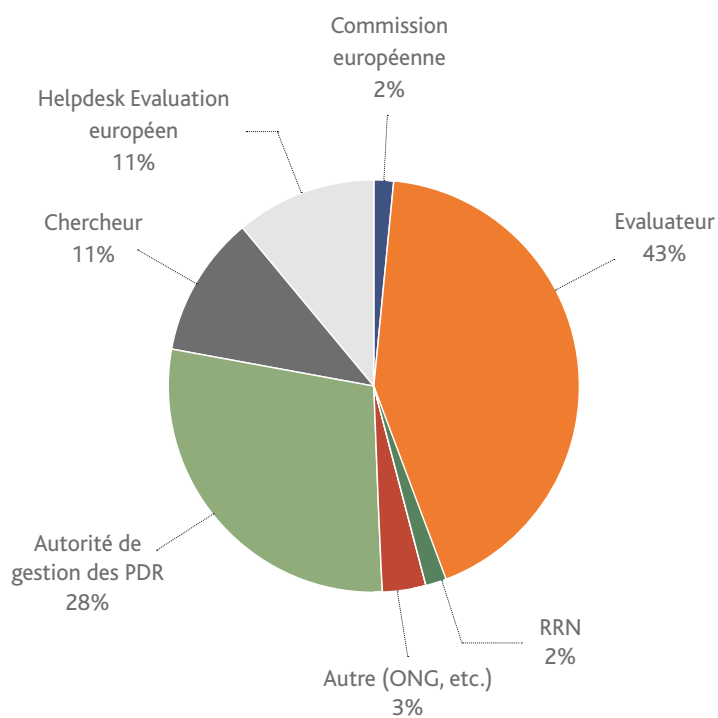
Le neuvième atelier sur les bonnes pratiques, [Approches pour évaluer les impacts environnementaux des PDR en 2019](#), s'est tenu à Bratislava les 12-13 décembre 2018. Il a rassemblé 63 participants de 22 États membres, dont des autorités de gestion des PDR, des évaluateurs, des représentants de l'UE (notamment la Commission européenne, le Helpdesk Evaluation du REDR), des chercheurs, des réseaux ruraux nationaux et d'autres acteurs (notamment des ONG).

L'objectif de l'atelier était de présenter et de discuter des exemples de méthodes d'évaluation pour évaluer les indicateurs d'impact du pilier II de la PAC liés à l'environnement et pour répondre aux questions évaluatives communes (QEC) correspondantes en 2019. Cet atelier a complété [le précédent atelier sur les bonnes pratiques qui s'était tenu à Varsovie](#), et portait sur l'évaluation des impacts sectoriels et socio-économiques des PDR en 2019. Ces deux ateliers visaient à relever les défis auxquels les autorités de gestion et les évaluateurs sont confrontés en matière de quantification des impacts, en s'appuyant sur l'expérience des États membres et en fournissant des recommandations et des solutions pratiques.

Des exemples pratiques provenant d'Irlande, du Royaume-Uni (Angleterre), d'Italie (Émilie-Romagne), d'Autriche, de Grèce (Thessalie) et de Slovaquie ont été présentés, couvrant les sept indicateurs d'impact communs environnementaux. Outre ces approches pratiques d'évaluation, les participants à l'atelier se sont vu proposer l'expérience pratique d'un modèle qui peut être utilisé pour estimer la totalité des " besoins d'irrigation " au niveau de de l'exploitation agricole (bénéficiaires et non-bénéficiaires) pour l'évaluation des impacts des PDR sur l'eau. ■



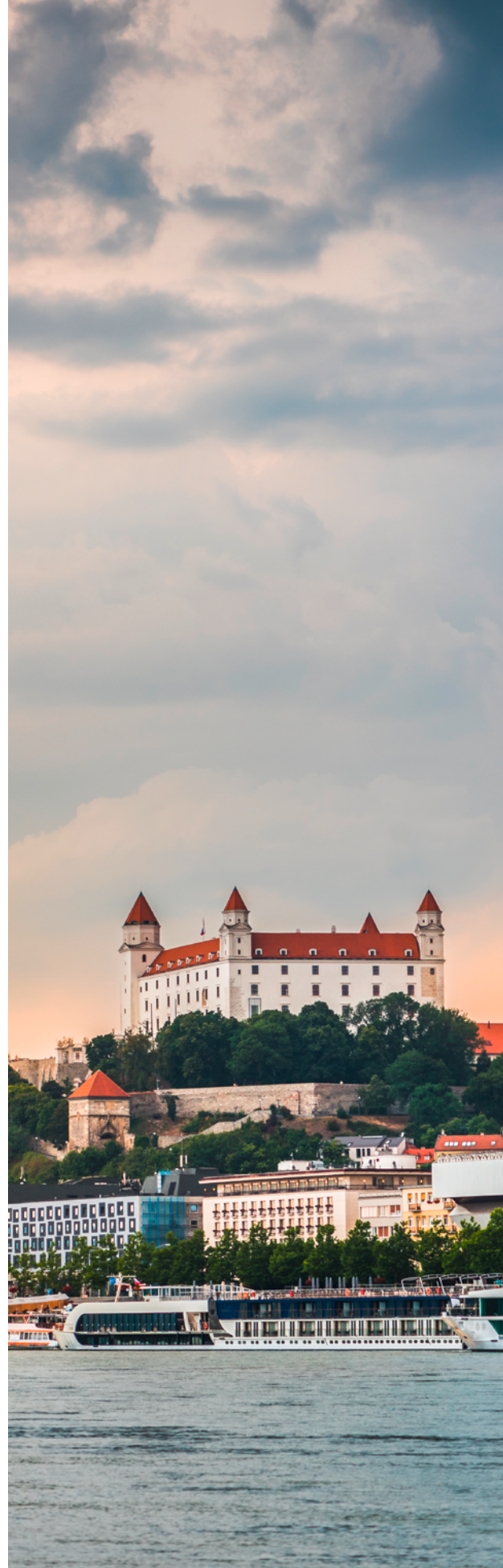
Participants par rôle et Etat membre



Démonstration pratique d'un modèle de croissance des cultures

Le modèle AquaCrop a été développé par l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin d'estimer les besoins nets d'irrigation et les calendriers selon différentes techniques d'irrigation et de gestion des champs.

Le modèle peut être [téléchargé](#) gratuitement en français et en anglais, et s'applique à de nombreuses conditions hydrologiques dans le monde.



L'examen des études de cas a permis de dégager un certain nombre de messages clés à l'intention des intervenants de l'évaluation.

Les méthodes d'évaluation solides requièrent beaucoup de données, et leur applicabilité dépend des conditions liées à la disponibilité et à la qualité des données.

Données permettant la comparaison entre bénéficiaires et non-bénéficiaires, et données permettant la comparaison entre différentes mesures du PDR.

La collecte de données primaires au moyen d'enquêtes ciblées sur le terrain, y compris par le biais de points de surveillance adéquats.

L'harmonisation des données souvent disponibles, mais fragmentées (par exemple dans diverses bases de données) ou basées sur des définitions différentes.

Toutes les données provenant des sources disponibles devraient être utilisées, en particulier dans les cas où des données de surveillance cohérentes et de longue date ne sont pas disponibles.

Des systèmes de surveillance fiables et bien gérés pour fournir des échantillons cohérents.

Il existe une multitude de modèles et de sources de données qui peuvent être utilisés dans différents contextes.

Pour l'analyse contrefactuelle, évaluation quantitative à l'aide des effets du traitement par appariement sur score de propension (Propensity Score Matching - PSM) en combinaison avec la double différence (Difference in Difference – DiD)

Cette approche peut notamment utiliser les données du SIG ou du RICA largement disponibles, complétées par les données des autorités de gestion sur les bénéficiaires, et d'autres sources institutionnelles et sources au niveau de l'UE (par exemple [directive-cadre sur l'eau](#), [base de données LUCAS](#)).

D'autres modèles adaptés au niveau national peuvent servir d'exemples pour d'autres pays, par exemple les modèles linéaires mixtes généralisés (pour l'indice des populations d'oiseaux en milieu agricole) qui utilisent des enquêtes au niveau national (par exemple l'enquête sur les oiseaux nicheurs au Royaume-Uni) ou les différentes techniques de modélisation développées en Irlande pour évaluer les impacts des PDR sur les émissions de GES ou le modèle RUSLE utilisé en Autriche pour évaluer l'érosion du sol.

La planification, le calendrier et les ressources sont des conditions préalables essentielles à l'évaluation des impacts nets.

La planification comprend la sélection précoce d'évaluateurs et une convention avec les fournisseurs de données, ainsi que la planification de l'élaboration ou de l'adaptation des modèles.

Le calendrier est crucial pour la collecte de données environnementales cohérentes et comparables, en évitant les périodes de phénomènes météorologiques extrêmes, tandis que la collecte de données sur plusieurs années est également nécessaire.

Les ressources concernent les compétences avancées de l'évaluateur (par exemple, la modélisation, les compétences statistiques ou encore des compétences plus spécifiques, comme la connaissance de la biodiversité), ainsi que les ressources financières, qui peuvent être considérables.



Les résultats des études de cas, des discussions et du travail de groupe ont abouti à un ensemble de recommandations interdépendantes à l'intention des intervenants de l'évaluation du PDR.

Collecte et accessibilité des données

- Signer des conventions avec les fournisseurs de données pour accroître la disponibilité des données pour les différents acteurs (évaluateurs, chercheurs, etc.). En outre, l'autorité de gestion peut organiser la collecte de données auprès de différents fournisseurs selon la logique d'intervention du PDR dans une base de données unique.
- Établir des exigences en vue d'accroître la fréquence de la collecte des données et en matière de détails des données collectées, y compris de nouvelles questions à poser dans les enquêtes établies au niveau de l'UE (Eurostat, RICA).
- Explorer de nouvelles solutions pour la collecte de données (p. ex. systèmes de collecte de données par satellite ou données sur l'agriculture de précision).
- Créer une plate-forme d'experts pour identifier des solutions permettant d'adapter les bases de données fréquemment utilisées aux contextes et aux méthodes agricoles des différents États membres (par exemple, la base de données LUCAS).

Ressources

- Renforcer les synergies entre acteurs de suivi et d'évaluation, notamment l'autorité de gestion, les évaluateurs, les ministères concernés (agriculture et environnement, par exemple) et les associations (associations de l'eau, etc.). Disposer d'un plan d'évaluation bien conçu, car il s'agit d'un outil important pour assurer la coopération entre les intervenants de l'évaluation.
- Mettre sur pied un groupe d'évaluation dès le début du cycle d'élaboration des politiques et intégrer la mémoire institutionnelle liée à l'évaluation.



Méthodes de compensation des impacts / techniques d'appariement

- Essayer d'utiliser des techniques de modélisation déjà élaborées dans d'autres pays (par exemple des modèles d'analyse des émissions de GES en Irlande, des modèles de qualité de l'eau en Italie, l'Indice des populations d'oiseaux en milieu agricole au Royaume-Uni ou le prélèvement d'eau en Grèce).
- Développer un système de suivi couvrant à la fois les bénéficiaires et les non-bénéficiaires pour faciliter la compensation des impacts. Si l'ensemble du territoire est couvert par le PDR, former des groupes témoins en fonction de l'intensité du soutien du PDR. Il existe des solutions, même s'il n'y a pas d'accès aux bases de données sur les bénéficiaires et les non-bénéficiaires, par exemple, des enquêtes auprès des agriculteurs (bénéficiaires et non-bénéficiaires), des données provenant de parties prenantes spécifiques selon l'indicateur (par exemple, les associations pour l'eau) ou des méthodes qualitatives.
- Vérifier la validité des résultats et analyser les causalités par triangulation, y compris les groupes d'experts, les associations (par ex. associations d'usagers de l'eau et d'agriculteurs) et exploiter des enquêtes qualitatives.

Utilisation des résultats de l'évaluation

- Définir clairement les responsabilités, les tâches et un calendrier pour le suivi des recommandations de l'évaluation (qui, quoi et quand). La responsabilité est essentielle lorsqu'on rend compte de recommandations.
- Recourir à des experts en communication ou inclure la diffusion des résultats de l'évaluation aux différents groupes cibles dans les tâches des évaluateurs (par exemple, utiliser un vocabulaire et des infographies plus simples et plus conviviaux pour atteindre un public plus large).





RETOUR AUX FONDAMENTAUX : COMMENT L'ÉVALUATION PEUT-ELLE SOUTENIR LES RÉSEAUX ?

Les réseaux et la mise en réseau sont des outils puissants pour l'apprentissage et l'amélioration du bien-être dans les zones rurales, mais aussi pour la mise en œuvre de la politique de développement rural. Les réseaux contribuent à générer et à multiplier le capital social (p. ex. le sens du partage, les changements de comportement, le développement de capacités et de compétences communes, la promotion de l'innovation et le renforcement de la confiance entre membres du réseau).

L'évaluation peut aider les réseaux à comprendre s'ils mènent les bonnes activités pour les bons groupes d'intervenants. Avant de commencer une évaluation, il faut se poser les questions suivantes : " Que devons-nous savoir sur notre propre travail ? Pour quels domaines serait-il le plus bénéfique d'obtenir un point de vue extérieur ? Sommes-nous prêts à utiliser les résultats de l'évaluation pour nous aider à améliorer nos tâches ? "

Le Helpdesk Evaluation a discuté des questions ci-dessus avec des représentants des réseaux ruraux nationaux et a appris que la plupart des réseaux ont pour objectif ultime d'utiliser l'évaluation pour identifier les domaines dans lesquels ils peuvent améliorer leurs activités et pour connaître les facteurs clés de réussite et d'échec. L'évaluation externe est également considérée comme un outil important permettant de fournir un point de vue indépendant et de formuler des recommandations impartiales sur les travaux futurs du réseau. En outre, en période de diminution des ressources publiques, il est jugé important d'établir des preuves solides sur la manière dont les réseaux atteignent leurs objectifs ainsi que sur l'impact et la valeur ajoutée du réseau lui-même. Ce type de preuves peut aider les réseaux à montrer à leurs intervenants et aux contributeurs la façon dont l'argent a été dépensé, le travail effectué et à quel coût (transparence et responsabilisation). ■



L'évaluation peut aider les réseaux à :

mieux comprendre le contexte et les besoins auxquels ils sont confrontés

Le contexte dans lequel le réseau fonctionne est caractérisé par un ensemble de paramètres (par exemple, la variété des parties prenantes, les liens entre les parties prenantes, le niveau de décentralisation, le caractère innovant). L'évolution de ces paramètres peut entraîner des changements dans la portée des objectifs et des interventions du réseau.

vérifier si les objectifs et les activités du réseau répondent aux besoins des acteurs et du territoire (pertinence)

Lorsqu'il s'agit de réajuster la conception et les activités des réseaux, l'évaluation peut servir d'outil pour analyser la stratégie d'intervention du réseau en fonction du contexte et des besoins de ce dernier. L'évaluation peut également suggérer des réajustements, le cas échéant par le biais de ce processus.

démontrer le travail effectué en matière de résultats et d'impacts (efficacité)

L'évaluateur analysera les résultats des activités du réseau par rapport aux objectifs fixés par le réseau et la politique. Cette activité aidera à fournir une réponse aux questions : Dans quelle mesure les objectifs du réseau ont-ils été atteints ? Quelle est la valeur ajoutée des activités du réseau ?

analyser de façon critique les activités du réseau afin de s'assurer qu'elles offrent le meilleur rapport qualité-prix (efficacité)

L'efficacité est généralement examinée en même temps que l'efficacité. L'évaluation explore à quels coûts les réalisations, les résultats et les impacts générés par le réseau ont été atteints.

identifier les facteurs de succès et d'échec.

L'évaluation des facteurs de succès et d'échec des interventions du réseau porte sur les facteurs internes et externes qui favorisent ou affaiblissent les interventions du réseau. Cet examen représente une part importante de la fonction d'apprentissage de l'évaluation du réseau.

Pour en savoir plus sur ce que l'évaluation peut apporter aux réseaux, consultez la section https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/guidelines-evaluation-national-rural-networks-2014-2020_fr



CALENDRIER – QUOI DE NEUF?

- **BE – 21 mars 2019 – Préparation de l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC :**
organisé par le Helpdesk Evaluation. Cet atelier sur les bonnes pratiques a permis aux autorités de gestion, aux organismes payeurs, aux fournisseurs de données et aux évaluateurs de discuter des différentes approches, enjeux et solutions liés à la préparation de l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC.
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 11-12 avril 2019 – NetworX – Inspirer l'Europe rurale :**
" NetworX " vise à reconnaître la valeur de la mise en réseau pour le développement rural, à démontrer les résultats des dix dernières années de mise en réseau rurale et à envisager son avenir de manière proactive. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 13 mai 2019 – 11^e Groupe de pilotage des réseaux ruraux :** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **LT – 23-24 mai 2019 – 8^e conférence internationale semestrielle d'évaluation " Évaluation post-2020 : évolution ou révolution :**
La conférence offre une plateforme internationale pour le partage des meilleures idées et pratiques, le réseautage et l'apprentissage mutuel. Cette année, la conférence portera sur trois thèmes principaux : 1) l'avenir de l'évaluation des investissements ; 2) le changement des méthodes de collecte et d'analyse des données pour les évaluations ; et 3) l'élaboration de politiques fondées sur des preuves et l'efficacité des interventions publiques.
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **IT – 18-21 juin 2019 – Le 24^e séminaire européen sur la vulgarisation et l'éducation :**
La conférence sera l'occasion d'un échange d'idées et d'expériences entre chercheurs, techniciens et autres acteurs de la vulgarisation et de l'éducation. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **RO – 20-21 juin 2019 – Conférence d'évaluation – DG REGIO, Unité " Évaluation et semestre européen " :**
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **DE – 11-13 septembre 2019 – Évaluation et durabilité :**
Cet événement est organisé par la société allemande d'évaluation DeGeval. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **CZ – 30 septembre – 4 octobre 2019 – Evaluation pour un changement transformateur: amener les expériences de l'hémisphère sud vers l'hémisphère nord :** Cet événement est organisé par IDEAS. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **SE – 2-4 octobre 2019 – SVUF :**
Cet événement est organisé par l'Association suédoise d'évaluation. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 13 octobre 2019 – 12^e Groupe de pilotage des réseaux ruraux :** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 16 décembre 2019 – 6^e Assemblée des réseaux ruraux :** [Pour en savoir plus >>>](#)

Que se passe-t-il dans VOTRE État membre ?

Partager les événements en rapport avec l'évaluation en envoyant un courrier électronique à info@ruralevaluation.eu

Le Helpdesk Évaluation travaille sous la supervision de l'Unité C4 (Suivi et Évaluation) de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

Le contenu de cette lettre d'information ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de la Commission européenne.

Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural

BE-1040 Bruxelles, Boulevard Saint Michel 77-79 (Métro Montgomery/Thieffry) E-mail: info@ruralevaluation.eu •

Site web: <http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/> • Tél. +32 2 737 51 30

Équipe éditoriale: Valérie Dumont, Myles O. Stiffler, Hannes Wimmer • Graphisme: Karott' SA

Collaborateurs: Joanna Kiszko, Valdis Kudins, Giulia Medico, Matteo Metta, Marili Parissaki, Myles O. Stiffler, Hannes Wimmer

